

l'émission «*Les Affaires de l'État*», en vue de renseigner la population, alors que les trois quarts des nouvelles qu'on nous donne à l'émission «*Téléjournal*» sont d'origine étrangère. Ce faisant, on oublie de renseigner le public canadien sur ce qui se passe chez lui.

Monsieur l'Orateur, il faut se servir des moyens d'information dont nous disposons. La Société Radio-Canada devrait mettre à la disposition des quatre partis politiques fédéraux une heure de diffusion par semaine répartie également entre eux.

Nous pourrions alors informer la population de ce qui se passe ici, quitte à ce qu'on accorde une heure supplémentaire de diffusion au public pour renseigner le Parlement sur ses opinions. Mais le gouvernement ne fait rien dans ce sens. Nous sommes mal renseignés par la faute du gouvernement, et ce n'est pas Information Canada qui va changer la situation, si nous continuons à agir de la même façon.

Monsieur l'Orateur, le très honorable premier ministre a déclaré, et je cite:

...la responsabilité première de faire connaître au gouvernement les opinions et l'état d'esprit des Canadiens a toujours incombé et devrait toujours incomber au Parlement.

Si cela incombe au Parlement, que l'on commence par respecter les députés fédéraux, qui ont des représentations et des suggestions à faire au gouvernement.

Monsieur l'Orateur, je suis d'avis que l'organisme Information Canada deviendra une agence de propagande pour le gouvernement, ce qui constitue un danger. Il faut se servir des organismes comme la Société Radio-Canada pour informer le public et le gouvernement.

J'ai suggéré, tantôt, qu'on mette une heure de diffusion par semaine à la disposition des partis politiques et non pas 6 minutes 50 secondes tous les deux mois, alors qu'on accorde une heure à Robert Charlebois, qui passe son temps à «sacrer» sur les ondes. Si l'on invite toutes sortes de socialistes et de communistes européens aux émissions de Radio-Canada, pourquoi ne met-on pas cet organisme fédéral au service de la population qui en paie les frais d'exploitation. Demandons à Radio-Canada de respecter non seulement le gouvernement, mais le Parlement canadien qui représente véritablement la population. Cet organisme pourrait faire le lien entre le public, que nous représentons, et les devoirs que nous avons à l'endroit de la population.

[M. Caouette.]

L'AGRICULTURE

LE RAPPORT DE LA COMMISSION D'ENQUÊTE SUR LE PRIX DES MACHINES AGRICOLES

[Traduction]

L'hon. H. A. Olson (ministre de l'Agriculture): Monsieur l'Orateur, pour éviter toute possibilité d'équivoque, je vais donner des précisions au sujet du dépôt du rapport de la Commission royale sur le prix des machines agricoles que j'ai mentionné dans ma réponse à l'honorable député de Lisgar, consignée au hansard du 5 février, à la page 3236. Les constatations du commissaire touchant les frais des services et de pièces de rechange et les ententes auxquelles ils donnent lieu ne feront pas l'objet d'un rapport séparé mais figureront dans le rapport définitif de la Commission qui devrait sortir vers la fin de l'été.

En ce qui regarde les prix des moissonneuses-batteuses, la question est traitée aux pages 35 et 36 du Rapport spécial sur les prix des tracteurs et des moissonneuses-batteuses, qui a été déposé le 16 janvier dernier.

Il y a une autre étude, que j'ai désignée par distraction du nom de rapport, et qui est en cours de préparation pour la Commission. Elle a trait aux attitudes des agriculteurs en ce qui touche l'achat de machines agricoles et sera déposée par la Commission dans quelques jours. Les députés savent que ces études figurent sur les Listes quotidiennes qu'il reçoivent de l'Imprimerie de la Reine et qu'ils peuvent se les procurer à cet endroit.

● (2.40 p.m.)

M. H. W. Danforth (Kent-Essex): Monsieur l'Orateur, la déclaration faite aujourd'hui par le ministre d'un ton aimable et sincère n'est pas aussi anodine qu'elle semble être à première vue. C'est, monsieur l'Orateur, le triste aveu de la part du gouvernement qu'après des années d'enquête et des dépenses de millions de dollars, le gouvernement n'a pu encore en arriver à une décision et n'a pas établi de ligne de conduite pour régler un problème qui a causé beaucoup de souci tant chez les fermiers que chez les marchands de machines agricoles du pays.

M. Baldwin: Quoi d'autre de nouveau?

M. Danforth: Le seul but de cette déclaration, monsieur l'Orateur, c'est de faire gagner encore plus de temps au gouvernement aux dépens des fermiers du pays.

M. Baldwin: Et des contribuables.

M. Danforth: Le ministre a dit que le rapport final ne serait pas prêt avant la fin de l'été. Une autre saison aura simplement passé sans que le gouvernement agisse. C'est inexcusable, monsieur l'Orateur, d'autant plus que, lors d'un congrès agricole convoqué par le même gouvernement il y a plus d'un an, ce